



# Groupement hospitalier de territoire Nord Franche-Comté

## Convention constitutive

## Sommaire

1. RAPPEL DES REFERENCES JURIDIQUES - VISAS.....	3
PARTIE I : PROJET MEDICAL PARTAGE ET PROJET DE SOINS PARTAGE DU GROUPEMENT HOSPITALIER DE TERRITOIRE .....	4
Titre 1. ORIENTATIONS STRATEGIQUES DU PROJET MEDICAL PARTAGE.....	4
PARTIE II : FONCTIONNEMENT DU GROUPEMENT HOSPITALIER DE TERRITOIRE.....	5
Titre 1. CONSTITUTION DU GROUPEMENT HOSPITALIER DE TERRITOIRE .....	5
COMPOSITION .....	5
DENOMINATION DU GROUPEMENT HOSPITALIER DE TERRITOIRE.....	5
OBJET DU GROUPEMENT HOSPITALIER DE TERRITOIRE .....	5
DESIGNATION DE L'ETABLISSEMENT SUPPORT.....	5
DROITS ET OBLIGATIONS DES ETABLISSEMENTS PARTIES.....	6
Titre 2. ASSOCIATIONS ET PARTENARIATS DES ETABLISSEMENTS OU SERVICES AU GROUPEMENT HOSPITALIER DE TERRITOIRE .....	6
Titre 3. GOUVERNANCE .....	7
LE COMITE STRATEGIQUE .....	7
INSTANCE MEDICALE COMMUNE .....	8
Instance commune des usagers.....	9
COMMISSION DES SOINS INFIRMIERS, DE REEDUCATION ET MEDICO-TECHNIQUES DE GROUPEMENT .....	9
COMITE TERRITORIAL DES ELUS LOCAUX .....	9
CONFERENCE TERRITORIALE DE DIALOGUE SOCIAL .....	10
Titre 4. FONCTIONNEMENT .....	11
Titre 5. PROCEDURE DE CONCILIATION .....	14
Titre 6. COMMUNICATION DES INFORMATIONS.....	14
Titre 7. DUREE ET RECONDUCTION .....	14

# **1. RAPPEL DES REFERENCES JURIDIQUES - VISAS**

Vu les articles L. 6132-1 à L. 6132-6 du code de la Santé Publique instituant les groupements hospitaliers de territoire,

Vu le décret n°2016-524 relatif aux groupements hospitaliers de territoire du 27 avril 2016,

Vu l'arrêté portant adoption du projet régional de santé, notamment le[s] schéma[s] régional[ux] d'organisation des soins de la région Bourgogne France-Comté,

Vu la délibération n° 16-001 du 29 avril 2016 relative à la participation au groupement hospitalier de territoire Nord Franche-Comté et à la désignation de l'établissement support du groupement hospitalier de territoire et n°16-008 du 16 septembre 2016 du conseil de surveillance de l'Hôpital Nord Franche-Comté relative à l'approbation de la convention constitutive,

Vu les avis du 28 juin 2016 et du 13 septembre 2016 de la commission médicale d'établissement de l'Hôpital Nord Franche-Comté,

Vu les avis du 16 juin 2016 et du 15 septembre 2016 de la commission des soins infirmiers, de rééducation et médico-techniques de l'Hôpital Nord Franche-Comté,

Vu les avis du 28 juin 2016 et du 16 septembre 2016 du comité technique d'établissement de l'Hôpital Nord Franche-Comté relatifs à la convention constitutive et à la mise en place de l'instance médicale commune,

Vu la concertation avec le directoire de l'Hôpital Nord Franche-Comté, en date du 26 avril, 14 juin et 6 septembre 2016 ;

Vu la délibération du 13 septembre 2016 du conseil de surveillance du Centre hospitalier de soins de longue durée du Chênois relative à la désignation de l'établissement support du groupement hospitalier de territoire,

Vu l'avis du 13 septembre 2016 du conseil de surveillance du Centre hospitalier de soins de longue durée du Chênois,

Vu l'avis du 13 septembre 2016 de la commission médicale d'établissement du Centre hospitalier de soins de longue durée du Chênois,

Vu l'avis du 13 septembre 2016 de la commission des soins infirmiers, de rééducation et médico-techniques du Centre hospitalier de soins de longue durée du Chênois,

Vu l'avis du 13 septembre 2016 du comité technique d'établissement du Centre hospitalier de soins de longue durée du Chênois,

Vu l'avis du 13 septembre 2016 de la commission médicale d'établissement relatif à la mise en place de l'instance médicale commune,

Vu la concertation avec le directoire du Centre hospitalier de soins de longue durée du Chênois, en date du 30 juin et 13 septembre 2016 ;

## **Article 1 :**

Il est convenu la création d'un groupement hospitalier de territoire.

# **PARTIE I : PROJET MEDICAL PARTAGE ET PROJET DE SOINS PARTAGE DU GROUPEMENT HOSPITALIER DE TERRITOIRE**

## **Titre 1. *ORIENTATIONS STRATEGIQUES DU PROJET MEDICAL PARTAGE***

### **Article 2 :**

Les établissements parties à la présente convention établissent un projet médical partagé permettant aux patients du territoire un égal accès à des soins sécurisés et de qualité, grâce à une stratégie de prise en charge commune et graduée.

Pour ce faire, le projet médical partagé du groupement devra répondre objectifs suivants :

- Orientation n°1 : Améliorer la prise en charge des personnes âgées
- Orientation n°2 : Fluidifier le parcours des personnes victimes d'AVC
- Orientation n°3 : Mieux coordonner les prises en charge psychiatriques de l'adulte et en addictologie
- Orientation n°4 : Mieux coordonner la prise en charge psychiatrique de l'enfant et de l'adolescent
- Orientation n°5 : Poursuivre les collaborations et la réflexion autour de nouvelles prises en charge en soins palliatifs

Le projet médical partagé constitue l'annexe n°1 de la présente convention.

Le projet de soins partagé du groupement hospitalier de territoire est défini en cohérence avec le projet médical partagé, par voie d'avenant dans un délai d'un an à partir de la conclusion de la présente convention.

## **PARTIE II : FONCTIONNEMENT DU GROUPEMENT HOSPITALIER DE TERRITOIRE**

### **Titre 1. CONSTITUTION DU GROUPEMENT HOSPITALIER DE TERRITOIRE**

#### **COMPOSITION**

##### **Article 3 :**

Les établissements et services suivants, soussignés, sont parties au groupement hospitalier de territoire :

- Hôpital Nord Franche-Comté (HNFC), dont le siège est au 14 rue de Mulhouse, CS 20499, 90016 Belfort CEDEX
- Centre hospitalier de soins de longue durée (CHSLD) du Territoire de Belfort – Le Chênois, dont le siège est au 16 Rue Alfred Engel, 90800 Bavilliers

Un autre établissement public de santé ou un autre établissement ou service médico-social public peut adhérer à la présente convention ultérieurement à sa signature, dès lors qu'il accepte sans réserve les stipulations de la présente convention, et qu'il n'est partie à aucun groupement hospitalier de territoire.

Son adhésion doit préalablement recueillir l'avis favorable du comité stratégique du groupement.

#### **DENOMINATION DU GROUPEMENT HOSPITALIER DE TERRITOIRE**

##### **Article 4 :**

La dénomination du groupement hospitalier de territoire est :

« GROUPEMENT HOSPITALIER DE TERRITOIRE NORD FRANCHE-COMTE »

#### **OBJET DU GROUPEMENT HOSPITALIER DE TERRITOIRE**

##### **Article 5 :**

Le groupement hospitalier de territoire a pour objet la mise en œuvre d'une stratégie de prise en charge partagée et graduée des patients, dans le but d'assurer une égalité d'accès à des soins sécurisés et de qualité.

Il vise à garantir une offre de proximité ainsi que l'accès à une offre de référence et de recours dans le cadre du projet médical partagé, constituant l'annexe n°1 de la présente convention, élaboré par les établissements.

Il assure la rationalisation des modes de gestion par la mise en commun de fonctions ou par des transferts d'activités entre établissements.

#### **DESIGNATION DE L'ETABLISSEMENT SUPPORT**

##### **Article 6 :**

L'établissement support du groupement hospitalier de territoire est l'Hôpital Nord Franche-Comté (HNFC), dont le siège est au 14 rue de Mulhouse, CS 20499, 90016 Belfort cedex.

Cette désignation a été approuvée par au moins deux tiers des conseils de surveillance des établissements parties à la présente convention.



## DROITS ET OBLIGATIONS DES ETABLISSEMENTS PARTIES

### Article 7 :

Un établissement signataire ne peut être partie à une autre convention de groupement hospitalier de territoire.

Un établissement partie, associé ou partenaire du présent groupement hospitalier de territoire peut mener des actions de coopérations engagées dans un cadre conventionnel ou organique avec des personnes de droit public ou de droit privé. Les partenariats conclus par les établissements signataires s'exercent dans le respect des actions menées au sein du présent groupement hospitalier de territoire et sont, le cas échéant, mis en conformité avec la présente convention dans un délai de 12 mois.

Les responsabilités inhérentes à l'exécution des missions confiées par la loi aux établissements de santé demeurent à la seule charge des établissements signataires, notamment vis-à-vis de leurs patients respectifs.

Les instances des établissements signataires restent compétentes, sous réserve des délégations de compétences qu'elles accordent, par délibération, aux instances du groupement.

La place spécifique de chaque établissement est prise en compte pour la mise en œuvre de la présente convention. A ce titre, la stratégie du groupement en matière santé mentale se fait dans le respect des secteurs psychiatriques. Chacun des établissements signataires conserve son mode de financement et perçoit la tarification des actes réalisés dans le cadre des activités pour lesquelles il est autorisé.

## Titre 2. **ASSOCIATIONS ET PARTENARIATS DES ETABLISSEMENTS OU SERVICES AU GROUPEMENT HOSPITALIER DE TERRITOIRE**

### Article 8 :

Les établissements et services parties à la présente convention délèguent à l'établissement support la compétence de conclure, pour leur compte, les conventions de partenariats et association avec le groupement hospitalier de territoire prévues à l'article L. 6132-1 du code de la santé publique avec :

- Les établissements assurant une activité d'hospitalisation à domicile ;
- Les établissements privés.

## Article 9

Les établissements de santé suivants sont partenaires du groupement hospitalier de territoire Nord Franche-Comté :

- L'association hospitalière de Bourgogne-Franche-Comté (AHBFC) dont le siège est à au CHS de Saint-Rémy et Nord Franche-Comté, Rue Justin et Claude Perchot 70160 SAINT-RÉMY ;
- Le Centre de médecine physique et de réadaptation (CMPR) Bretegnier, dont le siège est au 14 Rue du Dr Gaulier, 70400 HERICOURT ;
- La Clinique de la Miotte, dont le siège est au 15 avenue de la Miotte, CS30109, 90002 BELFORT CEDEX.

L'établissement « Hospitalisation à domicile Hospitalia Mutualité » dont le siège est au 67 rue des Cras 25000 BESANCON est membre associé au groupement hospitalier de territoire Nord Franche-Comté

En tant qu'associé et partenaires, ils participent au collège médical de groupement et au comité stratégique dans les conditions fixées aux articles 11 et 12 de la présente convention.

## Article 10 :

Le groupement hospitalier de territoire est associé au centre hospitalier et universitaire de Besançon qui assure, pour le compte des établissements partie au groupement, les missions mentionnées au IV de l'article L. 6132-3. Cette association fait l'objet d'une convention entre le centre hospitalier et universitaire de Besançon ainsi que l'établissement support du groupement.

Les modalités de cette association sont prévues dans le contrat d'association conclu entre le le centre hospitalier et universitaire de Besançon et l'établissement support du groupement.

## Titre 3. **GOVERNANCE**

### LE COMITE STRATEGIQUE

## Article 11 :

### *Composition*

Le comité stratégique, en formation ordinaire, comprend :

- les directeurs des établissements visés à l'article 3 de la présente convention ;
- les présidents des commissions médicales des établissements visés à l'article 3 de la présente convention ;
- les présidents des commissions de soins infirmiers, de rééducation et médico-techniques visés à l'article 3 de la présente convention ;
- Le président du collège médical ;
- Le médecin responsable du département d'information médicale de territoire.

Lorsque l'ordre du jour le justifie, le comité stratégique se réunit en formation élargie. En plus des membres titulaires de la formation ordinaire, il comprend :

- les directeurs des établissements visés à l'article 9 de la présente convention ;
- les présidents des commissions médicales des établissements visés à l'article 9 de la présente convention.

### *Compétences*

Le comité stratégique est chargé de se prononcer sur la mise en oeuvre de la convention et du projet médical partagé du groupement hospitalier de territoire.

### *Fonctionnement*

Le comité stratégique est présidé par le directeur de l'établissement support.  
Il se réunit au moins une fois par semestre, sur convocation de son Président.  
Le comité stratégique adopte son règlement intérieur.

## INSTANCE MEDICALE COMMUNE

### **Article 12 :**

Les commissions médicales d'établissement des établissements parties ont choisi de mettre en place un collège médical.

### *Composition*

Le collège médical comprend 24 membres, dont :

- les présidents des commissions médicales des établissements visés aux articles 3 et 9 de la présente convention ;
- les médecins désignés, après consultation des chefs de pôle des filières concernées, par les présidents de CME des établissements visés aux articles 3 et 9 de la présente convention pour représenter les filières de soins répartis comme suit :
  - o Pour la filière « personne âgée » : un médecin de l'HNFC, un médecin du CHSLD, un médecin de l'AHBFC ;
  - o Pour la filière « AVC » : deux médecins de l'HNFC, un médecin du CHSLD et un médecin du CMPR ;
  - o Pour la filière « soins palliatifs » : un médecin de l'HNFC, un médecin du CHSLD, un médecin du CMPR ;
  - o Pour la filière « psychiatrie adulte » et l'addictologie : un urgentiste et un gastro-entérologue de l'HNFC, deux médecins de l'AHBFC ;
  - o Pour la filière « psychiatrie enfant » : un pédiatre et un gynécologue pour l'HNFC, un pédopsychiatre de l'AHBFC ;
- le médecin responsable du département d'information médicale de territoire ;
- le médecin coordonnateur de l'HAD Hospitalia Mutualité.

Le collège médical élit son président et son vice-président parmi les membres du collège médical. La durée de leur mandat est de 4 ans. La fonction de président du collège médical de groupement est incompatible avec les fonctions de chef de pôle.

Les directeurs des établissements visés aux articles 3 et 9 de la présente convention sont invités.

### *Compétences*

Le collège médical anime la réflexion médicale de territoire de groupement. A ce titre, il participe au diagnostic de l'offre de soins du groupement, à l'identification des filières de prise en charge des patients et à l'organisation de la gradation des soins au sein des sites du groupement. Il donne un avis sur le projet médical partagé du groupement. Il est tenu informé, chaque année, de sa mise en œuvre et du bilan dressé par son Président.

Les avis émis par le collège médical sont transmis aux membres du comité stratégique et à chacune des commissions médicales des établissements parties au groupement hospitalier de territoire.

### *Fonctionnement*

Le collège médical de groupement se réunit au moins deux fois par an.  
Le collège médical de groupement adopte son règlement intérieur.



## Instance commune des usagers

### Article 13 :

L'instance des usagers du groupement est mise en place dans un délai de six mois à compter de la signature de la présente convention, par avenant à la présente convention, après avis des commissions des usagers des établissements parties.

L'instance des usagers est présidée par le directeur de l'établissement support ou son représentant.

L'instance des usagers adopte son règlement intérieur.

## COMMISSION DES SOINS INFIRMIERS, DE REEDUCATION ET MEDICO-TECHNIQUES DE GROUPEMENT

### Article 14 :

#### *Composition*

La commission des soins infirmiers, de rééducation et médico-techniques de groupement comprend 22 membres répartis comme suit :

- Les présidents des commissions des soins infirmiers, de rééducation et médico-techniques des établissements parties ;
- Pour le collège des cadres de santé, 4 représentants de la CSIRMST de l'HNFC et 2 représentants de la CSIRMT du CHSLD-Le Chênois ;
- Pour le collège des personnels infirmiers, de rééducation et médico-techniques : 6 représentants de la CSIRMST de l'HNFC et 2 représentants de la CSIRMT du CHSLD-Le Chênois ;
- Pour le collège des aides-soignants : 2 représentants de la CSIRMST de l'HNFC et 2 représentants de la CSIRMT du CHSLD-Le Chênois ;
- Les représentants des CME de l'HNFC et du CHSLD-Le Chênois.

Les directeurs des soins des établissements partenaires sont invités.

#### *Compétences*

Les compétences déléguées à la commission soins infirmiers, de rééducation et médico-techniques de groupement font l'objet d'un avenant adopté dans un délai de six mois à compter de la signature de la présente convention, après délibération des commissions des soins infirmiers, de rééducation et médico-techniques des établissements.

#### *Fonctionnement*

La commissions des soins infirmiers, de rééducation et médico-techniques de groupement se réunit au moins deux fois par an.

Elle peut se réunir à la demande de son Président, ou à la demande des deux tiers de ses membres.

L'ordre du jour des questions soulevées en séance est transmis à ses membres au moins 7 jours avant la tenue de la séance.

La commission des soins infirmiers, de rééducation et médico-techniques de groupement adopte son règlement intérieur.

## COMITE TERRITORIAL DES ELUS LOCAUX

### Article 15 :

#### *Composition*

Le comité territorial des élus locaux est composé :

- des représentants des élus des collectivités territoriales aux conseils de surveillance des établissements parties au groupement ;

- des maires des communes siège des établissements parties au groupement ;
- du président du comité stratégique ;
- des directeurs des établissements parties au groupement ;
- du président du collège médical de groupement ;
- du président de la commission médicale d'établissement du CHSLD-Le Chênois.

#### *Compétences*

Il est chargé d'évaluer les actions mises en œuvre par le groupement pour garantir l'égalité d'accès à des soins sécurisés et de qualité sur l'ensemble du territoire du groupement. A ce titre, il peut émettre des propositions et est informé des suites qui leur sont données.

Le comité territorial des élus est associé, en formation conjointe, au comité stratégique, en vue d'émettre des propositions sur le projet médical partagé et de suivre sa mise en œuvre, y compris sur le plan financier.

#### *Fonctionnement*

Le comité territorial des élus locaux élit son président parmi ses membres, pour une durée de 4 ans.

Le comité territorial des élus locaux se réunit au moins deux fois par an.

Le comité territorial se réunit, soit à la demande du président du comité stratégique, soit à la demande de son président, soit à la demande d'au moins deux tiers de ses membres.

Nul ne peut siéger à plus d'un titre.

Le comité territorial des élus adopte son règlement intérieur.

## CONFERENCE TERRITORIALE DE DIALOGUE SOCIAL

### **Article 16 :**

#### *Composition*

Chacune des organisations syndicales présentes au sein d'un comité technique d'établissement bénéficie d'un siège au sein de la conférence territoriale de dialogue social.

Lorsque l'organisation syndicale est présente dans les deux comités techniques des établissements parties à la convention, elle bénéficie de deux sièges.

#### *Fonctionnement*

La conférence est réunie au moins deux fois par an, soit à la demande du président du comité stratégique, soit à la demande d'au moins la moitié des représentants siégeant au sein de l'espace, soit à la demande des représentants d'au moins deux tiers des établissements parties au groupement.

Les modalités de fonctionnement de la conférence territoriale de dialogue social sont définies dans le règlement intérieur du groupement.

#### *Compétences*

La conférence territoriale de dialogue social est informée des projets de mutualisation, concernant notamment la gestion prévisionnelle des emplois et des compétences, les conditions de travail et la politique de formation au sein du groupement hospitalier de territoire. Elle est concertée sur le plan de formation territorial.

## Titre 4. **FUNCTIONNEMENT**

### **Article 17 :**

Le groupement hospitalier de territoire permet de rationaliser les modes de gestion des établissements membres par une mise en commun de fonctions ou par des transferts d'activités.

Conformément aux dispositions de l'article L 6132-1 II du Code de la santé publique, les établissements parties au groupement décident que les activités administratives, logistiques, techniques et médico-techniques suivantes seront principalement gérées par l'établissement support :

Toutefois, sont exclus de ces dispositions les travaux de reconstruction du CHSLD le Chênois qui ont fait l'objet d'une approbation explicite par du Conseil de Surveillance du CHSLD-le Chênois en date du 23 juillet 2015, antérieure à l'élaboration de la convention constitutive du GHT.

### **1) Fonctions administratives**

#### **1.1) Formation**

En appui de sa politique qualité, et avec l'objectif de consolider la culture partagée au sein du groupement et de développer une approche territoriale de la gestion prévisionnelle des métiers et des compétences, les établissements parties au groupement coordonnent leurs plans de formation continue et de développement professionnel continu.

Cette coordination s'appuie sur une cellule territoriale de formation composée des responsables des ressources humaines de chacun des établissements parties au groupement. Elle se traduit dans un plan de formation territorial.

La conférence territoriale de dialogue social est informée du plan de formation territorial du groupement ainsi que du bilan annuel de son exécution.

#### **1.2) Achats**

L'HNFC, en tant qu'établissement support assure pour le compte des établissements partie au groupement la fonction achats.

La fonction achats comprend les missions suivantes :

- l'élaboration de la politique et des stratégies d'achat de l'ensemble des domaines d'achat en exploitation et en investissement ;
- la planification et la passation des marchés ;
- le contrôle de gestion des achats ;
- les activités d'approvisionnement, à l'exception de l'approvisionnement des produits pharmaceutiques.

Un plan d'actions achat doit être élaboré au 1<sup>er</sup> janvier 2017 afin d'organiser la mise en place échelonnée de la fonction achat à l'échelle du groupement.

Ce plan d'actions achat, élaboré par les responsables achat, sera soumis pour avis au Comité stratégique réuni en formation ordinaire.

## **2) Fonctions logistiques**

L'HNFC et le CHSLD appartiennent au Groupement de coopération sanitaire qui a la charge de :

- la production de repas ;
- la production de linge propre.

## **3) Fonctions médico-techniques**

### 3.1) Pharmacie

Dans le cadre du GHT, l'HNFC et le CHSLD engagent une réflexion sur la complémentarité des pharmacies à usage intérieur, en tenant compte de l'action engagée par le CHSLD dans le cadre du GCS « PUI des établissements sanitaires et médico-sociaux du Nord Franche-Comté » le liant aux EHPAD déjà signataires.

### 3.2) Laboratoire/ Imagerie

L'HNFC dispose d'un plateau technique de laboratoire de biologie et d'anatomopathologie.

La clinique de la Miotte sous-traite les examens d'anatomie-cytopathologie à la HNFC sur la base d'une convention.

L'HNFC assure pour le CHSLD-Le Chênois et l'AHFBC les examens de biologie et de radiologie dans le cadre de conventions existantes.

### 3.3) Département d'information médicale

Le médecin DIM de territoire participe au comité stratégique et au collège médical. Il suit les établissements parties concernés par la tarification à l'activité.

## **4) Pôle inter-établissements**

Dans le cadre du GHT, l'HNFC et le CHSLD-Le Chênois engagent une réflexion sur la structuration de la filière gériatrique sous la forme d'un pôle inter-établissements.

## **5) Informatique**

Les établissements parties au groupement considèrent qu'un système d'information convergent et efficient constitue un outil indispensable à la mise en oeuvre du projet médical partagé. Il doit en effet permettre :

- d'offrir des services plus performants de saisie et d'accès à une information médicale et soignante riche et fiable, permettant aux professionnels de santé d'exercer dans les meilleures conditions ;
- de contribuer à assurer un meilleur accueil et une meilleure prise en charge du patient et de ses proches, en facilitant l'organisation du parcours patient et donc la gradation des soins poursuivie dans le cadre du projet médical partagé.

Un schéma directeur du système d'information du groupement hospitalier de territoire, conforme aux objectifs du projet médical partagé et de convergence des systèmes d'information des établissements parties, est élaboré, au plus tard le 31 décembre 2017, par le directeur de l'établissement support du groupement, après concertation avec le comité stratégique, qui en assure le pilotage.



## 6) Qualité

### *Compétences*

Il est créé un comité de pilotage chargé de conduire, sous la direction du comité stratégique, la politique d'amélioration continue de la qualité et de la sécurité des soins du groupement décliné dans le projet médical et de soins partagé. Le comité de pilotage prépare la certification conjointe des établissements parties prévue à l'article L.6132-4 du code de la santé publique.

A compter de 2020, les établissements parties au GHT se dotent d'un compte qualité unique en vue de la certification conjointe.

### *Composition et fonctionnement*

Les modalités d'organisation et de fonctionnement de ce comité seront précisées dans un règlement intérieur.

## **Article 18 :**

Les frais pour services rendus, acquittés par un établissement en contrepartie des missions assumées pour leur compte par un autre établissement partie, sont fixés au coût réel supporté par l'établissement ayant exécuté la prestation, le coût réel étant apprécié en considération des critères suivants :

- salaires du personnel (y compris les primes) et charges sociales patronales et salariales ainsi que la fraction de la taxe sur les salaires correspondante, au prorata du temps passé ; les frais de déplacement du personnel s'ajoutent, le cas échéant ; l'appréciation peut être faite en fonction des coûts moyens constatés par catégories de personnel ;
- amortissements des équipements et charges financières (intérêts d'emprunts, agios...), augmentés des frais et charges (assurance, frais de maintenance...) au prorata de l'utilisation ;
- coût d'achat de petits équipements non amortissables au prorata de l'utilisation.

Conformément à l'article R. 6145-12 du code de la santé publique, un budget annexe destiné à retracer l'ensemble des opérations est créé.

## **Article 19 :**

Selon l'article L. 6143-4 du code de la santé publique, pour chacun des établissements de santé parties à un groupement hospitalier de territoire, le directeur général de l'agence régionale de santé prend en compte l'ensemble des budgets des établissements du groupement hospitalier de territoire pour apprécier l'état des prévisions de recettes et de dépenses ainsi que le plan global de financement pluriannuel, mentionnés au 5° de l'article L. 6143-7.

Les établissements parties au groupement hospitalier de territoire transmettent pour avis au comité stratégique, dans sa formation ordinaire, au plus tard quinze jours avant la date limite prévue au premier alinéa de l'article R. 6145-29, leur état des prévisions de recettes et de dépenses ainsi que leur plan global de financement pluriannuel.

Cet avis est transmis, au plus tard huit jours après cette date limite, au directeur général de l'agence régionale de santé, qui apprécie l'état des prévisions de recettes et de dépenses et le plan global de financement pluriannuel de chacun des établissements parties au groupement hospitalier de territoire en prenant en compte l'ensemble des budgets de ces établissements.

## Titre 5. **PROCEDURE DE CONCILIATION**

### Article 20 :

En cas de litige ou de différend survenant entre les parties au groupement à raison de la présente convention ou de son application, les parties s'engagent expressément à soumettre leur différend aux présidents des conseils de surveillance des établissements parties, désignés comme conciliateurs.

Une solution amiable devra intervenir dans un délai maximum de 2 mois à compter de la date à laquelle la désignation du premier conciliateur est notifiée à l'autre partie.

La proposition de solution amiable sera soumise à l'avis du comité stratégique puis à l'ARS Bourgogne-Franche-Comté.

Faute d'accord dans le délai imparti, la juridiction compétente pourra être saisie.

## Titre 6. **COMMUNICATION DES INFORMATIONS**

### Article 21 :

La présente convention et tout avenant ultérieur seront communiqués pour information aux directeurs des établissements visés aux articles 3 et 9 de la présente convention dans un délai de deux mois suivant leur signature.

La liste des conventions entre les établissements parties et partenaires constitue l'annexe n°2 de la présente convention.

Chacune des parties s'engage à communiquer aux autres toutes les informations qu'elle détient et qui sont nécessaires à la mise en œuvre du groupement, et notamment la liste de toutes les coopérations dans lesquelles chaque partie est engagée.

## Titre 7. **DUREE ET RECONDUCTION**

### Article 22 :

La présente convention est conclue pour une durée de 10 ans et est renouvelée par tacite reconduction.

Fait à Belfort, le 21/09/2016,

Le Directeur de l'Hôpital  
Nord Franche-Comté,

Pierre ROCHE



Le Directeur, par intérim  
du CHSLD Le Chénais,

Louis SCOTTO

